



Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones

**L'ANALYSE DES ENJEUX DES FEMMES IMMIGRANTES
ET RÉFUGIÉES FRANCOPHONES VIVANT EN ONTARIO
SÉPARÉES DE LEURS ENFANTS**

Rapport présenté au MOFIF

Mars 2008

Financé par la Condition Féminine Canada
Recherche : Émilie Grenon, Michèle Kérisit et Françoise Magunira

Remerciements

Un grand merci à toutes celles et tous ceux qui ont bien voulu participer de près ou de loin à notre travail de recherche. En particulier, nous adressons nos profonds remerciements

À toutes les femmes qui nous ont accordé leur confiance et ont accepté de témoigner de leur expérience de réunification familiale. En parlant de leurs difficultés, de leurs souffrances et de leurs espoirs, elles nous ont montré que leurs parcours étaient aussi ceux de femmes courageuses, fortes, déterminées et pleines de ressources.

Aux intervenantes et aux intervenants qui ont accepté de répondre avec patience à nos questions. Nous pensons entre autres au Centre francophone, à l'Auberge francophone d'accueil et de services aux réfugiés de Toronto, à l'Association des femmes du Congo de Hamilton, au Conseil Économique et Social d'Ottawa-Carleton (CESOC), au Sexual Assault Centre – programme pour les survivantes de violence organisée et à la Maison d'Amitié d'Ottawa et au Centre des femmes du Centre de Santé communautaire de Hamilton/Niagara.

Aux personnes ressources qui nous ont bien voulu nous fournir des informations juridiques sur le regroupement familial. Nous pensons notamment aux juristes de l'Ottawa South Community Legal Clinic et du Centre des Services Communautaires de Vanier.

À tous les organismes qui ont mis à notre disposition leurs locaux pour nous permettre de rencontrer les participantes aux entrevues :

- Le Centre de santé communautaire de Hamilton/Niagara
- Oasis Centre des femmes
- Le Centre francophone de Toronto
- L'École de service social de l'Université d'Ottawa.

Aux membres du Comité coordinateur du MOFIF : Jeanne-Françoise Mouê, Florence Ngenzebuhoro, Parvine Bahramian, Françoise Maguinira, Josette Rutababiza, Nafée Nelly Faïgou, Loubna Moric, Nassima Nacer et Ichraq Ayad (ancien et nouveau COCO) pour tout l'appui qu'elles nous ont apporté.

La recherche et la production de cette étude ont été financées par le Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteures et ne représentent pas nécessairement la politique officielle de Condition féminine Canada.

Ce document peut être reproduit à condition de citer la source.
Ce document est disponible au :

MOFIF
200, Wolverleigh Blvd (Bsmt)
Toronto, ON M4C 1S2
Tél : (416) 461-0485
Courriel : mofif@bellnet.ca
Site web : www.moffi.ca

Disponible aussi sur le site web d'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF) : www.francofemmes.org/aocvf sous la rubrique « *Publications* ».

ISBN 2-9808456-1-1
Dépôt Légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2009

Date de publication : Mars 2008

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	i
1. Objectifs du rapport	1
1.1 Plan du rapport.....	2
1.2 Méthodologie de l'étude	3
1.2.1 Entrevues de groupe auprès des femmes ayant rencontré des difficultés de réunification familiale.....	3
1.2.2 Rencontres avec des intervenants qui travaillent auprès des femmes ayant des difficultés	4
1.2.3 Recherche documentaire.....	4
1.2.4 Limites de la recherche	4
2. Contexte et conséquences des obstacles à la réunification familiale	4
2.1 Situation des nouveaux arrivants d'expression dominante française	5
2.2 Femmes et familles	6
2.3 Les conséquences de la séparation familiale	8
2.3.1 Sur les parents et les enfants	8
2.3.2 Menace sur la structure familiale.....	10
3. Les démarches de réunification familiale	11
Figure 1.	13
4. Les obstacles au regroupement familial.....	15
4.1 Un processus déshumanisé	16
4.1.1 Délais et lenteur des démarches.....	17
4.1.2 Perte des documents.....	17
4.1.3 Problèmes de communication	18
4.1.4 Mauvaises informations ou manque de clarté.....	19
4.1.5 Des agents apparemment insensibles à la détresse des mères	20
4.2 Frais et coûts des démarches.....	20
4.3 La reconnaissance des enfants	22
5. Sources et formes de support mobilisées par les femmes.....	23
5.1 Aide instrumentale	24
5.2 Soutien émotionnel, social et psychologique.....	25
Conclusion	27
Cinq recommandations	30
Bibliographie.....	32

RÉSUMÉ

But du rapport

Le présent rapport de recherche fait état des difficultés que rencontrent des mères immigrantes et réfugiées francophones et vivant en Ontario pour faire venir leurs enfants et, dans une certaine mesure, leur conjoint au Canada et ainsi reconstituer leur famille sur le sol canadien. En effet, bien que l'article 3d) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* désigne clairement que la réunification familiale est l'un des piliers des politiques d'immigration car elle garantit l'autonomie et le bien-être économique des nouveaux arrivants, il s'écoule parfois de nombreuses années avant que des mères et des pères puissent retrouver leurs enfants et que des conjoints soient réunis.

De nombreuses recherches ont documenté les conséquences de ces délais. Afin de ne pas les répéter, nous avons préféré examiner dans le détail :

- les obstacles qui s'opposent à une réunification familiale rapide
- les stratégies utilisées par des mères pour accélérer ou améliorer le processus.

Ce rapport propose donc certaines pistes d'action que pourrait prendre le **Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones** (MOFIF) afin de remédier à cette situation.

Méthodologie de l'étude

Nous avons abordé la recherche sur les séparations familiales de plusieurs façons :

- Des entrevues de groupe avec des femmes qui avaient fait l'expérience ou faisaient toujours l'expérience de difficultés à faire venir leurs enfants au Canada. Nous avons ainsi conduit 4 entrevues de groupe, deux à Ottawa, une à Toronto et une à Hamilton, pour un total de 21 personnes. Toutes les femmes rencontrées étaient originaires d'Afrique sub-saharienne. Toutes avaient le français comme langue seconde et les entrevues se sont déroulées en français. Nous avons ensuite regroupé leurs propos à partir d'une grille de lecture portant sur

a) les raisons des difficultés rencontrées, b) les instances de recours face aux difficultés rencontrées, c) les stratégies utilisées pour contourner ces difficultés.

- Des entrevues avec des intervenants qui, par leur travail, rencontraient des femmes en processus de réunification familiale.
- Une recherche documentaire approfondi afin de comprendre le contexte et les conséquences des regroupements familiaux prolongés.

Les limites de l'étude

- Le petit nombre de femmes rencontrées peut laisser penser que nous n'avons pas pu recueillir toutes les dimensions des obstacles rencontrés lors des démarches de réunification. En effet, chaque cas semble comporter des situations individuelles. Très vite cependant, nous avons rencontré une saturation dans nos données, c'est-à-dire que les récits des femmes ont tous pointé vers les mêmes obstacles et les mêmes stratégies. Le complément apporté par la recherche documentaire a été précieux ainsi que les entrevues avec des intervenants.
- Les difficultés énoncées ici concernent principalement les femmes originaires d'Afrique sub-saharienne qui demeuraient en Ontario après avoir obtenu le statut de réfugiée (au sens de la Convention de Genève) et de résidente permanente. Deux cas de figure particuliers exigeraient des recherches supplémentaires à part entière :
 - Le cas des femmes séparées de leur conjoint et originaires de pays dont la législation donne préférence aux hommes / conjoints dans la garde des enfants;
 - Les aides familiales qui peuvent faire une demande de résidence permanente après 2 ans à l'emploi d'un même employeur.

Contexte et conséquences des obstacles à la réunification familiale

Au Canada, bien que la réunification familiale soit historiquement l'un des objectifs visés par les politiques d'immigration, les démarches nécessaires pour y procéder peuvent être très longues et très complexes. L'Afrique est particulièrement touchée par ces longs délais, ne bénéficiant que de 6 bureaux pour l'ensemble du continent (Nairobi, Abidjan, Accra, Johannesburg, Le Caire et Rabat).

Les délais et les difficultés de la réunification familiale se vivent dans un contexte caractérisé par

- les difficultés d'admission en tant que réfugiées et les longs délais de l'admission pour motifs humanitaires,
- les difficultés d'intégrer le marché du travail et la discrimination en matière d'emploi,
- des revenus souvent inférieurs au seuil de pauvreté.

Isolement, pauvreté et insécurité de statut forment donc la toile de fonds de l'expérience de la séparation familiale

Les femmes rencontrées lors de cette étude se trouvent AUSSI dans une situation particulière quant au processus de réunification :

- **Elles sont francophones dans une province où la majorité de la population s'exprime en anglais.** Les personnels auxquels elles pourraient avoir recours, en particulier dans les services juridiques ou d'immigration sont en majorité anglophones. Ceci redouble aussi leur isolement et les difficultés d'accès au marché du travail.
- **En tant que femmes,** elles investissent beaucoup dans leur identité de mère. Dans le rapport, nous nous attardons donc plus spécifiquement à ces deux aspects dans la description du contexte dans lequel sont vécus les obstacles au regroupement familial.

Les conséquences de la séparation familiale

- **Détresse émotionnelle** : Les longs délais de réunification entraînent une détresse émotionnelle caractérisée par un sentiment d'impuissance et de stress qui s'ajoute aux traumatismes liés à la persécution et aux défis de l'adaptation au nouveau pays. **Ceci rend le processus d'intégration plus ardu et le compromet.**
- **Sentiments de culpabilité et de dévalorisation sociale** : le rôle maternel est grandement affecté durant la séparation ce qui provoque un sentiment de culpabilité et de dévalorisation. En effet, lorsqu'une mère ne peut assumer les soins de ses enfants, doit transférer cette responsabilité à d'autres ou a dû les laisser dans des situations dangereuses (camps de réfugiés), elle fait face à une certaine désapprobation sociale et éprouve une blessure identitaire, puisqu'elle ne remplit pas ses responsabilités de « bonne » mère. La séparation est perçue par les mères comme une rupture des normes culturelles et sociales.
- **Le doute et la méfiance** peuvent s'installer entre les membres de la famille restés au pays, qui croient que si la femme voulait vraiment les faire venir, le processus ne serait pas si long.
- **Déstructuration de la famille** : Les longues séparations entraînent la reconfiguration des rôles de chacun des membres de la famille et provoquent souvent **une désarticulation de l'unité familiale**, même après la réunification.
- **La séparation a des effets néfastes sur la santé physique et mentale** des mères.

Les longues périodes de séparation ont un coût physique, psychologique et social élevé, aussi bien pour les membres d'une famille déjà installée au Canada que pour les membres de la famille restés au pays d'origine ou dans la région. Ce coût est particulièrement élevé pour les personnes qui ont fui leur pays pour se réfugier au Canada. Il est aussi très élevé pour le pays d'accueil : en déstabilisant les structures familiales, les délais de réunification empêchent une intégration réussie des familles dans leur nouvelle société.

Des démarches complexes qui peuvent aboutir à des impasses

Il existe deux façons principales de faire venir sa famille au Canada.

Démarche 1 : désignation des membres de sa famille comme « accompagnant » la demande de résidence permanente au Canada.

Démarche 2 : parrainage de membres de la famille qui n’avaient pas été « visés » par la demande de résidence permanente ou ne répondaient pas aux critères de Citoyenneté et immigration Canada.

Dans un premier temps, la personne réfugiée doit obtenir le statut de réfugié au sens de la convention de Genève si elle a fait une demande d’asile à la frontière canadienne (tel est le cas des femmes que nous avons rencontrées). Conformément à la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, **les démarches de réunification familiale commencent lorsque la personne réfugiée fait application en vue d’obtenir la résidence permanente, c’est-à-dire environ de 7 mois à 1 an après leur arrivée au Canada**, si tout se passe bien. Au moment de la demande de résidence permanente, elle doit inclure dans sa demande les noms et coordonnées de son époux et celui de ses enfants à charge, qu’ils soient à l’étranger ou au Canada. Les membres de la famille sont alors, théoriquement, traités comme « accompagnant » le requérant principal (démarche 1) et le requérant n’est alors pas soumis aux obligations de soutien financier qu’exigerait un parrainage.

Si elle omet de le faire ou ne dispose pas de renseignements sur les coordonnées exactes des membres de sa famille dans un délai d’une année suivant l’application, les membres de la famille sont exclus à jamais du processus de réunification familiale.

Par ailleurs, **si les noms et coordonnées des personnes à réunir sont inclus, mais que la personne omet de spécifier qu’elle souhaite que ceux-ci soient « visés » par la demande de résidence permanente, elle devra réunir les membres de sa famille par le processus de parrainage**, lequel implique des obligations, notamment financières, à l’égard des personnes parrainées et du requérant principal en cas de bris de parrainage.

Une fois la demande complétée et remplissant les critères d’admissibilité, celle-ci est envoyée au Centre de traitement des demandes au bureau de l’immigration de Mississauga, qui se chargera

d'acheminer l'information et le dossier au bureau de visas qui dessert le pays où séjournent les membres de la famille et qui poursuivra le traitement de la demande.

Les délais de traitement des demandes ne reflètent pas la durée réelle et totale des séparations des membres de la famille puisqu'ils sont comptabilisés à partir du moment où la demande est reçue par le bureau des visas régional et donc que tous les documents demandés et les sommes nécessaires ont été transmis. Ces délais ne reflètent pas non plus la longueur du parcours migratoire ou le temps pris pour être reconnu comme réfugié au sens de la convention.

Les obstacles au regroupement familial

Un processus déshumanisé

Les **lourdeurs bureaucratiques** sont au cœur des préoccupations exprimées par toutes les femmes rencontrées. Elles comprennent :

- **un système inadéquat et complexifié de conservation et de transmission de dossiers augmentant les délais de traitement des demandes et les risques de pertes de documents;**
- une **attribution de tâches et de responsabilités en silo** pour chacune des entités du CIC impliquée dans le processus, ce qui rend les communications difficiles et empêche l'uniformité des lignes directrices appliquées par des agents « anonymes », sans considération pour la situation particulière de la femme.
- Délais et lenteur des démarches sont associés aux **nombreux points d'arrêts que doivent emprunter les dossiers** avant de finalement se rendre au bureau des visas desservant leur pays.
- Ces longs délais semblent se situer au niveau des bureaux des visas, particulièrement lorsqu'ils sont situés en Afrique.

- **Les lenteurs des démarches rendent parfois la réunification impossible** en particulier pour des enfants qui avaient moins de 22 ans lors de l'envoi de la demande initiale de réunification familiale mais qui ont atteint cet âge en attendant leur visa.
- **Plusieurs femmes dénoncent la perte des documents**, qui disparaissent après avoir été postés. Dans plusieurs cas, la responsabilité de la perte est attribuée à la mère, alors que l'erreur a eu lieu lors du traitement du dossier par les bureaux d'immigration. Ces pertes peuvent être catastrophiques pour les femmes qui attendent d'être réunies avec leurs enfants ou leur conjoint.

Une communication complexe et anonyme

- **Il existe peu de moyens pour les femmes d'avoir accès à leur dossier et d'assurer un suivi de leurs démarches de réunification familiale.** Elles sont nombreuses à nous avoir confié qu'après avoir rempli les formulaires, une lettre leur a été envoyée leur demandant de ne pas communiquer avec un agent d'immigration durant un délai allant de plusieurs mois jusqu'à une année.
- La majorité des femmes se retrouvent difficilement dans le processus fort complexe de la réunification familiale et ce, **même si l'information est soi-disant accessible.** Souvent, **trop d'information est donnée au tout début du processus** et, comme les délais s'étirent, les femmes ne se souviennent plus des détails liés à chacune des étapes.
- Plusieurs femmes relatent également les difficultés qu'elles éprouvent à **comprendre une information complexe, dans une langue juridique ou dans un français approximatif,** envoyée, par lettre, par Immigration Canada. Lorsqu'on sait la précarité de logement de beaucoup de nouvelles arrivantes, ceci est un motif supplémentaire de délai car les lettres ne parviennent pas toujours à la bonne adresse.
- Les femmes rencontrées sont nombreuses à reprocher le manque de compassion des agents d'immigration à l'égard de leur situation personnelle et familiale. Elles se sentent alors incomprises, ignorées dans leur souffrance et victimes de jugements sans fondements.

- **L'anonymat des agents d'immigration est un facteur contribuant à la déshumanisation des procédures de réunification familiales et provoque un sentiment d'impuissance.**

Des frais et coûts élevés

De nombreuses femmes nous ont parlé de la lourde charge financière que représentait la réunification, alors qu'elles se trouvent elles-mêmes dans une situation d'emploi précaire ou sans travail.

- **Dépenses encourues par les processus de réunification lui-même**
 - frais de traitement du dossier
 - obtention des certificats médicaux et de sécurité
- **Frais annexes**
 - voyages aux bureaux de visa ou aux bureaux médicaux désignés par CIC
 - communications outre-mer
 - authentification des documents non valides aux yeux du Ministère
 - envoi postal des documents par courrier privé (DHS)
 - analyses médicales (à renouveler annuellement si le dossier n'est pas traité à temps)
- **Frais familiaux**
 - garde et entretien des enfants demeurés au pays
 - frais de voyage pour faire venir les membres de la famille une fois le visa délivré
 - frais de vérification de lien génétique par ADN (pour certaines)

Ces dépenses s'ajoutent aux dépenses quotidiennes de subsistance et aux frais liés à l'installation dans un nouveau pays. Elles sont extrêmement lourdes pour des femmes qui, en particulier dans les premières années de résidence au Canada, vivent dans un contexte de pauvreté dû aux obstacles structurels à l'emploi qui ont été documentés dans d'autres recherches.

La définition de la « famille »

La définition étroite de la famille dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* a comme effet d'empêcher certaines mères d'être réunies avec des enfants qu'elles considèrent les leurs, mais qui n'ont pas de lien sanguin direct avec elles. Tel est le cas pour des enfants qu'elles ont élevés et pour lesquels elles ne disposent pas de papiers officiels d'adoption, en raison des coutumes du pays, de l'absence d'un État capable de le faire ou de perte de documents dans la fuite. Ces cas sont fréquents dans des pays ayant connu un génocide (le Rwanda) ou des massacres de masse.

Même si les enfants font partie de la catégorie de la famille telle que prescrite par la Loi, afin de procéder à la réunification familiale, CIC exige parfois la preuve de lien familial biologique entre les personnes à réunir en requérant des examens d'ADN. Pour plusieurs femmes rencontrées, il est aberrant de devoir prouver leur lien avec leurs enfants et cette demande redouble leur détresse.

Sources et formes de support mobilisées par les femmes

D'après les données recueillies dans cette étude, il n'existe aucun programme spécifique d'aide aux parents séparés de leurs enfants, ni encore moins de programme spécifique pour les femmes francophones, pourtant touchées par de longues séparations familiales.

- **Les recours**

- Les organismes communautaires offrant des services aux immigrants offrent un soutien matériel et parfois psychologique aux femmes qui vivent la séparation familiale, en particulier au niveau de la demande. Lorsqu'on sait que la moindre erreur dans le formulaire peut faire retarder les démarches de plusieurs mois, cette aide s'avère essentielle pour de nombreuses femmes. Malgré la volonté de ces organismes de les aider à communiquer avec les responsables de leur dossier dans les bureaux de visa à l'étranger, cette aide reste souvent sans effet en raison de l'anonymat évoqué auparavant.

- Les bureaux de députés sont impliqués de façon non officielle et fréquente dans le processus de réunification familiale. C’est en général par cet intermédiaire qu’elles arrivent à savoir ce qui se passe.
 - Les femmes ont parfois fait **appel à leur médecin** afin que celui-ci écrive une lettre concernant les risques de dépression associés à la séparation de la famille dans le but de faire accélérer le processus. D’autres femmes ont eu recours aux **services d’un avocat** pour les aider lorsque les démarches se sont compliquées, notamment en raison de la perte de documents.
 - De façon moins formelle, plusieurs femmes ont recherché une aide **auprès d’amies ou de membre de leur communauté**. Les informations circulant dans ces communautés ne sont pas toujours fiables, selon l’expérience des femmes.
- **Les stratégies**
 - Face à la difficulté de maintenir l’espoir, la plupart des femmes rencontrées estiment retrouver dans la spiritualité une forme de soutien qui leur est essentielle. Devant la détresse et l’incertitude de la situation vécue, plusieurs se tournent vers leur église, notamment à travers la prière. La pratique de la spiritualité semble également permettre aux femmes de se bâtir un réseau social duquel elles retirent encouragements, soutien et conseils.
 - Selon les femmes rencontrées, il est nécessaire de s’adresser à toutes les personnes qui sont prêtes à les entendre car on ne sait pas d’où viendra la solution. La difficulté d’accéder à une information fiable avant et pendant le processus de réunification pose problème.
 - Il faut parler de sa situation afin de vaincre l’isolement. Pour cela il faut se battre contre les préjugés selon lesquels elles auraient « abandonné » leurs enfants.

Certaines ont aussi mis au point des stratégies de communication qui permettaient de remettre en cause l’anonymat des agents. Mais ces cas sont isolés et dépendent uniquement de la bonne volonté des agents.

Conclusion

Les difficultés propres au processus de réunification familiale ont des effets considérables sur les femmes qui sont séparées de leurs enfants. Les barrières imposées et le traitement lent, technocratique, administratif et anonyme du processus de réunification familiale bouleversent, en fait, les sentiments les plus forts qui soient, à savoir ceux qui lient mères et enfants, créant une détresse immense chez les femmes. Les procédures aboutissent également à la déstructuration des familles et, en fin de parcours, vont à l'encontre des objectifs d'intégration des personnes et des familles nouvellement arrivées au Canada. Les propos des femmes rencontrées nous ont fait percevoir une immense « souffrance sociale » due à ce que des spécialistes de la question des réfugiés appellent une « violence propre » (*clean violence*).

Cinq recommandations

Concernant le processus de regroupement familial en général

- **Que le MOFIF fasse campagne pour que les conjoints et les enfants des personnes reconnues comme réfugiées au Canada soient immédiatement amenés au Canada, afin que leur dossier soit traité à partir du Canada.** Ce type d'activités peut se faire en concertation avec le Conseil canadien des réfugiés qui mène une telle campagne depuis 2004.
- **Que le MOFIF favorise le transfert de connaissances, en français, concernant la loi et les règlements sur le regroupement familial**
 - En organisant ou en contribuant à l'organisation d'ateliers
 - à l'intention des femmes séparées de leurs enfants
 - à l'intention des intervenants travaillant dans les organismes qui sont le plus souvent en contact avec les femmes (centre de ressources communautaires, etc.)
 - dans les associations communautaires qui rassemblent les ressortissants de tel ou tel pays.

- **En élaborant une fiche de renseignements claire**, facile à lire et traduite en plusieurs langues (français, swahili, langues africaines, arabe, etc.) décrivant le processus et les « pièges » dans les demandes de regroupement familial.
- **En favorisant la formation de groupe de soutien dans les organismes sociaux pour les mères séparées.**
- **Afin que la procédure actuelle soit allégée et accélérée que le MOFIF conduise des actions auprès des autorités compétentes pour**
 - **diminuer le nombre de documents demandés**, en particulier en ce qui concerne les certificats de sécurité.
 - **faire reconnaître l'âge de l'enfant** au moment où la demande de regroupement est faite et non au moment où le visa est délivré.
 - **faire connaître les soutiens financiers** qui existent pour alléger les charges immédiates exigées par la démarche.
 - **multiplier les bureaux de visas ou les décentraliser** afin que ceux-ci puissent traiter les dossiers dans des délais raisonnables.
- **Afin de lutter contre l'anonymat et l'arbitraire dans le traitement des dossiers, que le MOFIF se fasse l'avocat**
 - de la création de postes d'agents de liaison de référence dans les centres de Citoyenneté et immigration afin que ces agents puissent obtenir rapidement des renseignements sur l'état des dossiers en traitement et les transmettre aux mères.
 - de la création d'un Ombudsman de l'immigration, chargé de recevoir les plaintes des personnes dont le dossier de regroupement familial est retardé sans raison apparente après 6 mois d'attente.
- **Que le MOFIF élabore un plan d'action afin de présenter systématiquement ces revendications auprès des organismes et autorités compétents dans les prochains 12 mois.**

**L'ANALYSE DES ENJEUX DES FEMMES IMMIGRANTES ET RÉFUGIÉES
FRANCOPHONES VIVANT EN ONTARIO SÉPARÉES DE LEURS ENFANTS**

Chez nous, la famille, c'est le plus important, plus que manger et boire.

(Une participante à la recherche)

1. Objectifs du rapport

Immigrer, c'est quitter son pays, volontairement ou involontairement. C'est accepter de vivre ailleurs avec ses rêves, ses espoirs et ses déconvenues, avec aussi la peur de ne pouvoir surmonter certains obstacles. Si un certain nombre de nouveaux arrivants immigreront seuls au Canada, la plupart viennent s'y installer en famille, ou du moins dans l'espoir que leur famille les rejoindra bientôt. Cela signifie que les rêves, les espoirs, et les peurs, sont vécus en famille, pas seulement par chaque individu. La migration met donc en jeu des mécanismes qui modifient les relations internes à la famille des nouveaux arrivants mais elle est aussi marquée par un certain nombre de contraintes externes, déterminées par les lois, règlements et politiques propres au Canada, qui facilitent ou non le regroupement familial.

Le présent rapport de recherche fait état des difficultés que rencontrent des mères immigrantes et réfugiées pour faire venir leurs enfants au Canada et ainsi reconstituer leur famille sur le sol canadien. En effet, bien que l'article 3d) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* désigne clairement que la réunification familiale est l'un des piliers des politiques d'immigration car elle garantit l'autonomie et le bien-être économique des nouveaux arrivants¹, il s'écoule parfois de nombreuses années avant que des mères et des pères puissent retrouver leurs enfants et que des conjoints soient réunis.

De nombreuses recherches ont documenté les conséquences de ces délais. Nous les résumerons rapidement en début de rapport afin d'en montrer la gravité. Cependant, afin de ne pas répéter les nombreuses recherches qui ont été menées dans ce domaine et qui seront citées tout au long du rapport, nous avons surtout voulu comprendre dans le détail ce qui fait obstacle à une réunification familiale rapide et documenter les stratégies utilisées par les mères pour accélérer ou améliorer le processus. Ce rapport propose donc certaines pistes d'action que pourrait prendre le **Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF)** afin de remédier à cette situation.

¹ Article 3d). L'objet de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés spécifie qu'un des buts de cette loi est, entre autres, « de veiller à la réunification des familles au Canada » en matière d'immigration.

La présente étude s'inscrit dans le mandat du MOFIF : améliorer les conditions de vie des femmes francophones immigrantes et réfugiées vivant en situation minoritaire en Ontario, favoriser leur pleine intégration et participation dans la société canadienne et créer un cadre de concertation pour réaliser les droits à l'égalité de ces femmes. Le MOFIF avait, depuis un certain temps déjà, compris que l'un des obstacles majeurs à cette intégration était la difficulté qu'éprouvent les femmes à faire venir leurs enfants dans un temps raisonnable. Témoin des frustrations et des dépressions engendrées par cette difficulté, le MOFIF a donc voulu joindre sa voix aux associations qui se battent pour un regroupement familial plus rapide et plus facile (Conseil canadien pour les réfugiés, INTERCEDE for the Rights of Domestic workers, Caregivers and Newcomers). Pour cela, le MOFIF travaille aussi de concert avec de nombreux organismes, en particulier francophones, accueillant les nouveaux arrivants de langue française en leur offrant des services d'établissement, de santé ou des services sociaux (Oasis, centre des femmes, Centre francophone à Toronto, Centre de santé communautaire à Hamilton, Maison d'Amitié à Ottawa, par exemple).

1.1 Plan du rapport

Avant d'analyser les données que nous avons recueillies sur les situations de séparation familiale, il est nécessaire de décrire les contextes dans lesquels elles ont lieu et les conséquences que les procédures difficiles du regroupement familial ont sur les femmes. Dans une première partie, nous décrirons donc rapidement ce contexte et les conséquences des séparations familiales, qui ont été décrites par de nombreux auteurs. Il nous semble en effet nécessaire de résumer leurs effets pour préciser l'importance qu'elles ont sur la vie et l'intégration des femmes immigrantes et réfugiées.

Dans une seconde partie, nous analyserons dans le détail les démarches prévues par les politiques et les règlements de l'immigration pour qu'une personne résidente au Canada puisse faire venir sa famille. Cette démarche est très complexe et un tableau d'ensemble est nécessaire pour que les lectrices et les lecteurs de ce rapport puissent comprendre pleinement les différentes étapes.

La troisième partie de ce rapport porte sur les difficultés que rencontrent les femmes quand elles sont en démarche de réunification familiale. Deux dimensions y seront mises en valeur : la spécificité des situations des femmes arrivées au Canada comme réfugiées et les difficultés propres aux immigrantes et réfugiées dont la langue de communication est le français et qui vivent en Ontario.

Une quatrième partie mettra en lumière les stratégies qu'utilisent les femmes pour assurer le regroupement de leur famille. Nous pensons en effet que les personnes qui font cette démarche ne sont pas passives devant les circonstances qui leur sont imposées mais qu'elles sont des sujets actifs dans la recherche de solution. De plus, c'est sur des stratégies d'action propres aux personnes concernées que le MOFIF peut élaborer des recommandations pour que cessent les situations douloureuses vécues par les femmes.

La cinquième partie du rapport sera donc consacrée aux recommandations que le Mofif peut porter à l'attention des différents acteurs impliqués dans les politiques et pratiques du regroupement familial.

1.2 Méthodologie de l'étude

Nous avons abordé la recherche sur les séparations familiales de plusieurs façons. Cette multiplication des points de vue nous a semblé nécessaire afin de garantir que nos données soient complètes.

1.2.1 Entrevues de groupe auprès des femmes ayant rencontré des difficultés de réunification familiale

Dans un premier temps nous avons rencontré des femmes qui avaient fait l'expérience ou faisaient toujours l'expérience de difficultés à faire venir leurs enfants au Canada. Nous avons ainsi conduit 4 entrevues de groupe, deux à Ottawa, une à Toronto et une à Hamilton, pour un total de 21 personnes. En raison de la composition actuelle de l'immigration francophone en Ontario et parce que les difficultés, comme nous le verrons, sont plus nombreuses pour les personnes originaires d'Afrique subsaharienne, toutes les femmes rencontrées étaient originaires de ce continent. Toutes avaient le français comme langue seconde et les entrevues se sont déroulées en français. La grande majorité des femmes rencontrées avaient reçu le statut de résidentes permanentes après avoir obtenu le statut de réfugiées. L'âge et le revenu varient aussi d'une femme à une autre.

Deux chercheuses ont conduit ces entrevues, se relayant pour animer le groupe et pour prendre des notes. Ces notes ont été colligées par la suite et ont fait l'objet d'une analyse thématique à partir d'une grille de lecture portant sur a) les raisons des difficultés rencontrées b) les instances de recours face aux difficultés rencontrées c) les stratégies utilisées pour contourner ces difficultés.

1.2.2 Rencontres avec des intervenants qui travaillent auprès des femmes ayant des difficultés

Pour compléter ce que les femmes nous avaient raconté de leurs difficultés, nous avons rencontré des personnes qui, par leur travail, avaient souvent à rencontrer des femmes en processus de réunification familiale : 2 avocats, 2 intervenantes auprès, généralement, de réfugiées.

1.2.3 Recherche documentaire

Comme nous l'avons dit il existe de nombreuses recherches sur le sujet de la réunification familiale, en particulier sur ses conséquences psychosociales pour les membres de la famille affectée. Une recherche documentaire approfondie a donc été menée par l'une des chercheuses afin de comprendre le contexte et les conséquences des regroupements familiaux prolongés.

1.2.4 Limites de la recherche

Il est évident que notre recherche comporte plusieurs limites. D'une part, le petit nombre de femmes rencontrées peut laisser penser que nous n'avons pas pu recueillir toutes les dimensions des obstacles rencontrés lors des démarches de réunification. En effet, chaque cas semble comporter des situations individuelles. Très vite cependant, nous avons rencontré une saturation des données, c'est-à-dire que les récits des femmes ont tous pointé vers les mêmes obstacles et les mêmes stratégies. Le complément apporté par la recherche documentaire a été précieux ainsi que les entrevues avec des intervenants.

Les difficultés énoncées ici concernent principalement les femmes originaires d'Afrique subsaharienne qui demeuraient en Ontario après avoir obtenu le statut de réfugiée (au sens de la Convention de Genève) et de résidente permanente. Deux cas de figure particuliers exigeraient des recherches supplémentaires à part entière :

- Le cas des femmes séparées de leur conjoint et originaires de pays dont la législation donne préférence aux hommes / conjoints dans la garde des enfants;
- Les aides familiales qui peuvent faire une demande de résidence permanente après 2 ans à l'emploi d'un même employeur.

2. Contexte et conséquences des obstacles à la réunification familiale

Au Canada, bien que la réunification familiale soit historiquement l'un des objectifs visés par les politiques d'immigration (Daniel, 2005; Côté, Kérisit et Côté, 2001), les démarches nécessaires pour y procéder peuvent être très longues et très complexes. Dans sa campagne contre les délais de

réunification familiale, le Conseil canadien pour les réfugiés (2004) montre clairement que la durée moyenne pour traiter les demandes de réunification est de 36 mois dans certains bureaux de visa habilités à les délivrer. Le CCR montre également que ces délais d'attente sont très variables d'une région du monde à l'autre, entraînant des inégalités systémiques entre immigrants et réfugiés selon la partie du monde dont ils sont originaires. L'Afrique est particulièrement touchée par ces longs délais, ne bénéficiant que de 6 bureaux pour l'ensemble du continent (Nairobi, Abidjan, Accra, Johannesburg, Le Caire et Rabat).

Cet aspect difficile de l'expérience migratoire s'ajoute actuellement à d'autres facteurs auxquels sont confrontées les femmes immigrantes et réfugiées : difficultés d'admission en tant que réfugiées, longs délais de l'admission pour motifs humanitaires, difficulté d'intégrer le marché du travail, discrimination en matière d'emploi, revenus souvent inférieurs au seuil de pauvreté. Ces facteurs forment la toile de fonds de l'expérience de séparation. Il faudra donc noter que les multiples obstacles structurels (chômage, pauvreté, isolement) rencontrés par les femmes sont intimement liés à la façon dont sont vécues et surmontées les séparations familiales (Bassolé *et al.*, 2004).

De plus, les femmes rencontrées lors de cette étude se trouvent dans un positionnement particulier quant au processus de réunification : d'une part, elles sont francophones dans une province où la majorité de la population s'exprime en anglais, en particulier les personnels auxquels elles pourraient avoir recours, en particulier dans les services juridiques et même d'immigration. D'autre part, en tant que femmes, elles subissent différemment de beaucoup d'hommes la séparation d'avec leurs enfants. Nous nous attarderons donc plus spécifiquement à ces deux aspects dans la description du contexte dans lequel sont vécus les obstacles au regroupement familial.

2.1 Situation des nouveaux arrivants d'expression dominante française

Au cœur de son mandat, le MOFIF a placé le souci de mieux comprendre et d'aider les femmes dont la langue officielle dominante est le français et qui vivent dans un milieu d'accueil dont la langue officielle dominante est l'anglais. Une attention particulière doit donc être portée sur la situation de « minorité dans la minorité ». Ceci est d'autant plus important que le nombre de femmes et d'hommes originaires de la francophonie internationale s'accroît en Ontario (OAF, 2005). De plus, selon cette

dernière étude, environ 75 % des Francophones appartenant à une minorité ethno-raciale sont nés à l'extérieur du Canada, par rapport à 27,9 % de la population générale ontarienne.

Bien que certains nouveaux arrivants soient originaires de pays européens, un grand nombre est originaire principalement de pays d'Afrique, du nord et subsaharienne. Il faut aussi noter que c'est parmi les nouveaux arrivants francophones que l'on retrouve le plus grand pourcentage de réfugiés (CIC, 2006a : 19). Si certains ont acquis, au départ, leur résidence permanente au Québec, un nombre significatif a déménagé en Ontario, s'installant principalement à Ottawa, à Toronto et à Hamilton et dans une moindre mesure, dans des villes comme Sudbury. Ainsi, bien que les chiffres montrent qu'en apparence, il existe un petit nombre de nouveaux arrivants francophones en Ontario, ce nombre doit être revu à la hausse en raison des migrations internes au Canada.

L'analyse de la situation socioéconomique des nouveaux arrivants francophones appartenant à une minorité visible montre également de grandes disparités par rapport à la population francophone née au Canada et vivant en Ontario. Par exemple, le chômage est bien plus fort chez les premiers et cela malgré des taux et des niveaux de diplomation plus élevés (OAF, 2005).

Sur le plan des politiques d'immigration, il existe actuellement une obligation faite à l'État de respecter les équilibres linguistiques quant à l'immigration de nouveaux arrivants s'exprimant dans l'une ou l'autre langue officielle afin d'assurer un équilibre dans la composition linguistique du Canada. Cette nouvelle politique aura certainement pour effet d'augmenter le nombre des nouveaux arrivants francophones dans la province. Pourtant toutes les observations indiquent qu'il existe peu de services d'installation pour ces nouveaux canadiens qui soient dispensés en français. De plus la nouveauté du phénomène fait en sorte que peu de services sociaux et de santé se soient adaptés à ces nouveaux venus. À titre d'exemple, bien que de nombreux réfugiés francophones soient originaires de pays bouleversés par les guerres, il n'existe pas encore d'organismes qui offrirait des services de counselling en français auprès des survivants de massacres de masse ou de torture (Bassolé *et al.*, 2004).

2.2 Femmes et familles

Deux raisons principales président à la nécessité de faire de la problématique de la réunification et de la séparation familiale un enjeu majeur pour les femmes immigrantes et réfugiées : leur place centrale

dans le maintien des liens familiaux et l'obligation qui est faite à l'État de penser ses politiques d'immigration dans une perspective d'analyse comparée entre les sexes.

Il est bien connu que, dans toutes les sociétés et toutes les cultures, les femmes ont joué et jouent un rôle pivot pour maintenir l'institution familiale². La grande majorité d'entre elles a joué et joue encore un rôle primordial dans les soins et l'éducation des enfants et des jeunes, comme le montrent de nombreux ouvrages sur la maternité dans les pays du sud comme du nord (Descarries et Corbeil, 2002).

D'un côté, cette responsabilité, assignée ou choisie selon le cas, fait partie de la reconnaissance sociale dont les femmes sont l'objet dans des sociétés qui mettent l'accent sur la famille comme lieu de socialisation et de bien-être personnel et collectif. Par conséquent, dans la perspective de beaucoup de femmes, l'identité de mère, parce que permettant une certaine assise sociale dans les sociétés patriarcales, permet de bénéficier d'une reconnaissance identitaire qui, parfois, peut « compenser » les différentes oppressions qu'elles peuvent vivre. Ne pas pouvoir assurer son rôle de mère est donc profondément douloureux pour un grand nombre de femmes qui se trouvent privées de cette possibilité en raison de facteurs externes, indépendants de leur volonté et devant lesquels elles se trouvent impuissantes.

D'un autre côté, le mouvement des femmes dans les pays occidentaux a souvent critiqué l'assignation des femmes à leur rôle de mère dans la mesure où elle les enfermait dans une identité exclusive. Au nom de leur responsabilité de mère de famille réelle ou potentielle³, de nombreux droits leur ont été niés : droit au divorce, à la jouissance d'un patrimoine personnel, droit du choix du conjoint, etc. Cette assignation à la vie de famille a aussi été vue comme responsable d'une coupure instaurée dans les pays occidentaux entre vie « publique », c'est-à-dire participation politique et au marché du travail et vie « privée », associée aux femmes, confinées à leurs tâches domestiques et familiales. De nombreuses auteures féministes ont cependant montré combien cette coupure était fausse tant le travail, volontairement ou involontairement assumé par les femmes comme mères (et épouses), soutenait la vie publique et économique d'un pays. Les dimensions familiales de l'activité humaine (soins aux descendants et aux ascendants, et socialisation) de la majorité des femmes sont donc

² Ceci n'exclut pas l'apport des pères.

³ Ce que Marie Blanche Tahon (2007) appelle la « présomption de maternité ».

profondément importantes dans le développement de politiques d'égalité entre hommes et femmes et dans le développement d'une société tout entière⁴.

Comme nous le montrerons, les règlements et les pratiques canadiennes en matière de réunification familiale, en privant de nombreuses femmes de leur pleine expérience de mère, va donc à l'encontre du bien-être de ces femmes et provoquent des blessures identitaires qui les empêchent de vivre une intégration réussie et donc de participer pleinement à la prospérité de la société canadienne. Pourtant, cette intégration réussie est aussi l'un des objets déclarés par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (article 3). En ne prenant pas en compte la spécificité des situations de femmes, ces pratiques et règlements sont en contradiction avec ce deuxième objectif.

Ceci est d'autant plus important à souligner que, depuis 2002, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés oblige à rendre compte annuellement des conséquences de sa mise en œuvre et de celles de ses règlements d'application dans une perspective d'analyse comparative entre les sexes (ACS) (Rapport annuel sur l'immigration, 2007), ce que fait chaque année le rapport du ministre de l'immigration au Parlement.

Si nous avons pris un peu de temps pour évoquer ce contexte à la fois sociétal et politique, c'est qu'il nous semble que la position de femme immigrante et réfugiée de langue officielle française et les obstacles particuliers qu'elles rencontrent dans leur intégration reflète de façon particulièrement dramatique les contradictions propres aux politiques d'immigration qui, d'une part, souhaitent une intégration rapide des nouveaux arrivants et d'autre part, empêchent la réalisation de cette intégration à travers les pratiques et les règlements que nous examinons dans ce rapport.

2.3 *Les conséquences de la séparation familiale*

2.3.1 Sur les parents et les enfants

Les conséquences de la séparation d'avec leurs enfants sont nombreuses pour les parents. Le CCR (2004) mentionne que les longs délais de réunification entraînent une détresse émotionnelle caractérisée par un sentiment d'impuissance et de stress qui s'ajoute aux traumatismes liés à la persécution et aux défis de l'adaptation au nouveau pays rendant le processus d'intégration plus ardu.

⁴ Comme le montre l'accent mis actuellement sur les programmes de développement prenant en considération l'éducation et le contrôle par les femmes de certains leviers socio-économiques par les Nations unies.

Ces sentiments de détresse et d'impuissance ont souvent été évoqués par les femmes que nous avons rencontrées.

Des études de terrain viennent confirmer leurs propos. Par exemple, Suarez-Orozco *et al.* (2002) constatent que de nombreux parents immigrants ont rapporté de grandes inquiétudes et un très grand stress associé au fait de laisser leur enfant dans un pays où les conditions de vie sont difficiles (économiques, guerres, situations dangereuses, etc.). Rousseau et ses collaborateurs (2001), ayant effectué une étude longitudinale de la séparation et réunification familiale suite à l'immigration, nous rappellent que, pour les réfugiés, la séparation familiale signifie que des membres de la famille sont peut-être en situation de danger. Les membres de la famille installés au Canada, parce qu'ils ont laissé d'autres membres derrière eux, peuvent alors ressentir des sentiments de culpabilité, d'impuissance et de dépression.

Dans une précédente étude sur les impacts des séparations familiales sur la santé mentale des réfugiées, Rousseau et ses collaborateurs (1997) observent que les individus séparés expriment plus de problèmes émotionnels que les personnes arrivées avec toute leur famille immédiate. Il est également plus difficile pour ces derniers de rebâtir un univers signifiant dans le pays hôte (sentiment de flottement, de désorientation, d'absurdité, d'impuissance, de culpabilité) et ils n'ont peu ou pas de perspectives futures (incertitude face à l'avenir des enfants, perte d'identité). En outre, la séparation familiale pourrait exacerber les effets négatifs des traumatismes vécus avant l'exil (Rousseau *et al.*, 1997). En effet, ces auteurs remarquent que pour les individus séparés, les souvenirs du trauma sont plus envahissants et déstabilisants. De leurs côtés, chez les individus non séparés, la vie familiale occupe beaucoup d'espace. En effet, elle permettrait un ancrage affectif et identitaire allouant un sentiment de continuité et une permanence des valeurs significatives, la prolongation du projet familial (Vatz Laaroussi, 2001).

Dans leur étude auprès de 40 mères séparées de leurs enfants suite à l'immigration au Canada, Berhhard, Landolt et Goldring (2005) mentionnent que les pressions sociales quant au rôle de mère peuvent affecter négativement ces dernières durant la séparation et entraîner un sentiment de culpabilité. En effet, lorsque la mère ne peut assumer les soins de ses enfants et doit transférer cette responsabilité à d'autres, elle fait face à la désapprobation sociale et à la stigmatisation, puisqu'elles ne remplissent pas leurs responsabilités de bonne mère. La séparation est perçue par les mères comme une

rupture des normes culturelles parce qu'elles sentent qu'elles privent leur enfant d'un lien qui ne peut être remplacé.

Une étude réalisée auprès de réfugiées congolaise au Canada (Arsenault, 2003) met en évidence les difficultés particulières vécues par les membres de la famille restée derrière et qui se retrouvent en situation de danger. Les mères réfugiées seraient particulièrement inquiètes pour le sort de leur enfant qui se trouve outre mer, dans des conditions souvent précaires.

Le CCR (2004) mentionne également que le doute et la méfiance peuvent s'installer chez les membres de la famille restés au pays, qui croient que si le conjoint ou le parent voulait vraiment les faire venir, le processus ne serait pas si long. L'étude de Moreau, Rousseau & Mekki-Berrada (1999) laissent entrevoir que les personnes laissées derrière peuvent se sentir abandonnées et même trahies. En raison de l'image du Canada comme un pays développé et dont les processus gouvernementaux sont rapides et efficaces, « Les membres de la famille peuvent en conclure que leur parent ne fait pas les efforts nécessaires » (CCR, 2004 :4). Dans certains cas, la réunification n'est même plus abordée comme un projet pour les enfants séparés, puisque ceux-ci ont parfois refait une vie dans leur pays d'origine, sans leur mère (Berhhard, Landolt et Goldring, 2005). Dans certains cas, il y également un risque de perte d'autorité parentale durant la séparation, qui peut avoir un effet négatif sur la relation entre le parent et l'enfant (Rousseau, Rufagari, Bagilishva et Measham, 2003). Enfin, les enfants laissés derrière peuvent développer des sentiments négatifs à l'égard de leur parent en exil. Par exemple, dans une étude empirique, Glazcow et Gouse-Sheese (1995, cité dans Suarez-Orozco, Todorova & Louie, 2002) ont relevés des sentiments d'abandon et de rejet de leur mère chez des enfants des Caraïbes ayant été séparés de leur mère durant leur parcours migratoire vers le Canada.

2.3.2 Menace sur la structure familiale

Les longues séparations entraînent la reconfiguration temporaire des rôles de chacun des membres de la famille et l'équilibre familial est souvent difficile à rétablir suite à la réunification (Rousseau, Rufagari, Bagilishva & Measham, 2004). En particulier, la réincorporation des membres laissés au pays d'origine peut affecter l'équilibre temporairement établi par la famille dans le pays d'accueil (Falicov, 2003).

Dans une étude de la situation des travailleurs migrants temporaires en Europe de l'Ouest et Méditerranéenne, Pekin (1989) conclut que le principal danger de la séparation familiale suite à l'immigration est la destruction de l'unité familiale. D'autres études ont par la suite documenté les difficultés survenant au moment de la réunification familiale après une longue séparation. Ainsi, selon Rousseau et ses collaborateurs (2003), plus la séparation est longue, plus il est difficile de retrouver un équilibre une fois la réunification complétée. On pourrait croire que cette réunification est comme un moment joyeux de la vie d'une famille. Cependant, dans les faits, elle se fait souvent en rupture d'avec l'équilibre qui avait été établi durant l'attente (Rousseau, Rufagari, Bagilishva & Measham, 2004). Par exemple, Macksoud et Aber (1996) rapportent que la séparation d'avec les parents est un des facteurs qui entraîne le plus de conséquences néfastes sur le développement des enfants libanais ayant vécu la guerre.

Enfin, pour Berhhard, Landolt et Goldring (2005), les longs délais peuvent se traduire en des besoins accrus de service pour les membres de la famille. Ainsi, la séparation familiale entraîne des coûts sociaux lors de la réunification puisque les enfants nécessitent un plus grand soutien à l'école ou ont des besoins en matière de santé.

Comme nous le voyons, les difficultés rencontrées lors de la réunification familiale, en particulier les longues périodes de séparation ont un coût psychologique et social élevé, aussi bien pour les membres d'une famille déjà installée au Canada que sur les membres de la famille restée au pays d'origine. Ce coût est particulièrement élevé pour les personnes qui ont fui leur pays pour se réfugier au Canada. Il est aussi très élevé pour le pays d'accueil : en déstabilisant les structures familiales, les délais de réunification empêchent une intégration des familles dans leur nouvelle société. Il est donc très important de comprendre, dans le détail, comment se « fabriquent » les délais dans les pratiques de regroupement familial, afin de mieux pouvoir proposer des pistes d'action. La section suivante a pour but de mieux comprendre comment se déroule le processus de réunification familiale.

3. Les démarches de réunification familiale

Il existe deux façons principales de faire venir sa famille au Canada.

Démarche 1 : La première démarche, et la plus simple en apparence, est de désigner les membres de sa famille comme « accompagnant » la demande de résidence permanente au Canada. Dans ce cas, le

visa d'immigration permettant l'entrée et l'installation au Canada permet aux membres de la famille proche d'accompagner le requérant principal. Cette démarche est la plus fréquente et concerne le plus souvent les catégories d'immigrants acceptés de l'extérieur du Canada en tant que « travailleurs qualifiés », en tant qu'investisseurs et entrepreneurs ou de réfugiés parrainés par le gouvernement canadien, appelés couramment RPG. La majorité des nouveaux arrivants arrivent ainsi au poste frontière, munis de leur visa délivré au pays d'origine et accompagnés par les membres de leur famille ou dans des circonstances ne comportant pas de délais autres que la capacité de la famille d'arriver dans les 6 mois suivant l'installation au Canada (CIC, 2007).

Démarche 2 : La deuxième démarche permettant l'arrivée de membres de la famille au Canada consiste à « parrainer » ce membre. Une telle démarche utilisée par de nombreuses personnes au Canada, concerne les personnes qui sont arrivées seules au Canada et décident par la suite, pour de multiples raisons, de faire venir un membre de leur famille après avoir obtenu un statut de résident permanent ou, en tant que Canadiens nés au Canada veulent faire venir soit une conjointe non canadienne. Le parrainage des membres de la famille proche implique des obligations au requérant et à la personne parrainée⁵.

Dans la catégorie du regroupement familial, sont officiellement inclus « les proches parents du répondant au Canada, y compris l'époux, le conjoint de fait ou le partenaire conjugal; les enfants à charge, naturels ou adoptés de moins de 22 ans et qui ne sont pas mariés; les frères, sœurs, neveux, nièces et petits-enfants qui sont orphelins et qui ont moins de 18 ans; et tout autre parent, si le répondant n'a aucun des parents mentionnés ci-dessus, à l'étranger ou au Canada ». Les membres de la famille élargie ne sont donc pas susceptibles de bénéficier de cette démarche qui ne requiert aucun seuil minimum de revenu. Par contre, le parrainage des membres de ce que le Canada considère comme « famille élargie » requiert une preuve de revenus pouvant assurer la subsistance des personnes parrainées. Notre analyse ici, se concentre sur la réunification de la « famille proche ».

On se doutera que la deuxième façon de faire venir ses enfants et son conjoint entraîne des difficultés qui ont été documentées ailleurs. Elle est particulièrement complexe pour les personnes qui ont fait une demande de résidence permanente une fois arrivées sur le sol canadien. Tel est le cas de réfugiées qui

⁵ Il n'existe aucun seuil de revenu pour parrainer un conjoint ou des enfants de moins de 22 ans non mariés et à charge. En cas de bris de parrainage, cependant, si les personnes parrainées ont recours à l'aide sociale (Ontario au Travail, par exemple), le « parrain » devra rembourser les sommes perçues par la personne parrainée à l'État.

revendiquent le statut de réfugié une fois arrivé au Canada, ce qui était le cas de la plupart des femmes rencontrées pour cette étude. Dans ce cas, les démarches peuvent mener à de nombreuses impasses que nous avons résumées en Fig. 1.

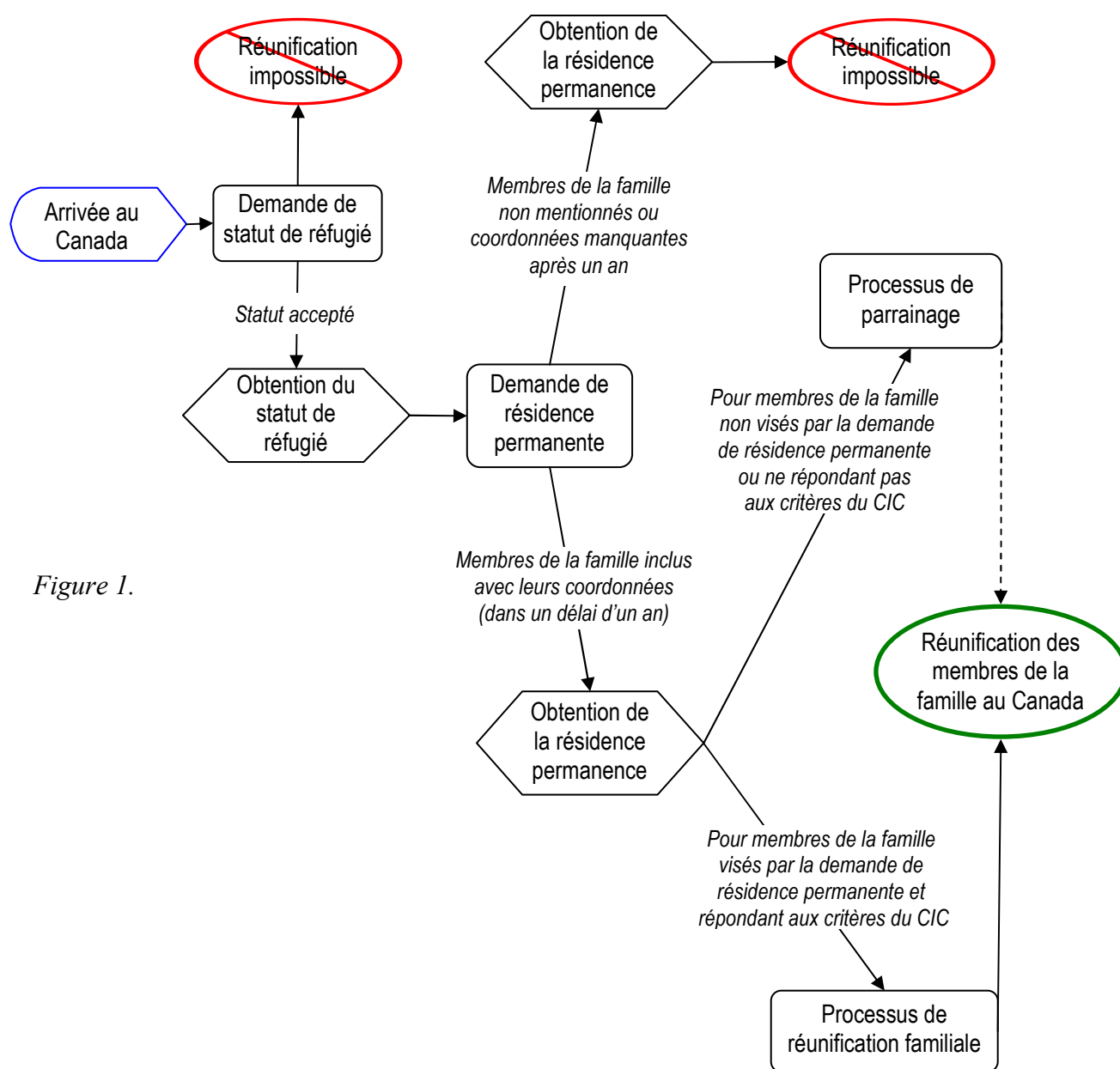


Figure 1.

En effet, dans un premier temps, la personne réfugiée doit être reconnue comme telle et obtenir le statut de réfugié au sens de la convention de Genève. Conformément à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, les démarches de réunification familiale commencent lorsque la personne réfugiée fait application en vue d'obtenir la résidence permanente. Au moment de l'application à la résidence permanente, elle doit inclure dans sa demande les noms et coordonnées de son époux-se et celui de ses enfants à charge, qu'ils soient à l'étranger ou au Canada. Les membres de la famille sont alors, théoriquement, traités comme « accompagnant » le requérant principal (démarche 1) et le requérant n'est alors pas soumis aux obligations de soutien financier qu'exigerait la démarche 2.

Si elle omet de le faire ou ne dispose pas d'information concernant les coordonnées exactes des membres de sa famille dans un délai d'une année suivant l'application, les membres de la famille sont exclus à jamais du processus de réunification familiale⁶. Le règlement 117 (9) (d) d'Immigration Canada stipule en effet qu'une personne « n'est pas membre de la famille aux fins de l'immigration et ne peut donc pas être parrainée si elle n'a pas été contrôlée par un agent de visa au moment où le parrain a immigré au Canada » (CCR, 2008). Le Conseil canadien pour les réfugiés donne des exemples précis de situations familiales qui ont amené des parents à ne pas déclarer tel ou tel enfant lors de leur demande. Lorsque l'on sait les multiples situations dans lesquelles peuvent se trouver des familles, en particulier à la recherche d'une terre de refuge, on peut comprendre que ces situations peuvent se multiplier. Il est certain qu'un recours pour des raisons humanitaires est possible, dans ce cas. Cependant, la lenteur d'une telle démarche allonge le temps de séparation qui a pour effet de provoquer non seulement la détresse de la mère mais aussi de mettre en danger les liens entre parents et enfants.

Par ailleurs, si les noms et coordonnées des personnes à réunir sont inclus, mais que la personne omet de spécifier qu'elle souhaite que ceux-ci soient « visés » par la demande de résidence permanente⁷,

⁶ Cela se produit notamment lorsque, par exemple, des personnes ont perdu la trace des membres de leurs familles à la suite du conflit qui sévit dans leur pays et de la fuite désorganisée qu'il a entraînée. Certains membres se retrouvent parfois dans des camps de réfugiés différents, ou croient, à tort et en raison d'absence de communications, qu'un des membres de leur famille est décédé.

⁷ En raison d'informations, parfois erronées, qui circulent au sein des communautés immigrantes, il arrive que des personnes se voient conseillées, dans le but de faire accélérer le processus, de recourir au parrainage pour réunir leurs enfants et/ou conjoint(e).

elle devra réunir les membres de sa famille par le processus de parrainage, lequel implique des obligations, notamment financières, à l'égard des personnes parrainées et du requérant principal.

Une fois la demande complétée et remplissant les critères d'admissibilité⁸, elle est envoyée au Centre de traitement des demandes de Vegreville, qui se chargera d'acheminer l'information et le dossier au bureau de visas qui dessert le pays où séjournent les membres de la famille. À partir de ce moment, c'est ce bureau des visas qui poursuivra le traitement de la demande.

Les statistiques démontrent que 50 % des membres des familles des réfugiés doivent prévoir attendre plus de 10 mois avant la finalisation de leur demande. La région de l'Afrique et du Moyen-Orient, de laquelle proviennent la plupart des réfugiés francophones en Ontario, est celle dont les délais sont les plus longs avec 50 % des cas finalisés en 12 mois et 80 % des cas en 21 mois (CIC, 2006b).

Comme le rappelle le CCR (2004), il est important de mentionner que les statistiques sur les délais de traitement des demandes ne reflètent pas la durée réelle et totale des séparations des membres de la famille puisqu'ils sont comptabilisés à partir du moment où la demande est reçue par le bureau des visas régional et donc que tous les documents demandés et les sommes nécessaires ont été transmis.

De plus, ces statistiques ne prennent pas en compte la durée de séparation durant le parcours migratoire, avant l'arrivée au Canada, ni la durée du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Dans ces circonstances et en raison des contraintes associées aux étapes précédant la réception de la demande par le bureau des visas régional, il est donc aisé de penser que les séparations familiales peuvent s'étendre sur plusieurs années.

4. Les obstacles au regroupement familial

Dans cette section, qui présente les résultats de notre enquête auprès des femmes, nous analysons tout d'abord les obstacles rencontrés par les femmes lors du processus de regroupement.

⁸ Les critères d'admissibilité sont les suivants : délai 180 jours après avoir obtenu le statut de réfugié; frais de traitement de 550 \$ par adulte et de 150 \$ par enfant; examen médical prouvant qu'ils ne représentent aucun danger pour la santé ou sécurité publiques; ne pas représenter un danger au niveau de la sécurité (criminalité); assurance que les membres de la famille sont réellement des parents du réfugié, aux yeux de l'agent d'immigration.

4.1 *Un processus déshumanisé*

Les lourdeurs bureaucratiques sont au cœur des préoccupations exprimées par toutes les femmes rencontrées. Elles comprennent un système inadéquat et complexifié de conservation et de transmission de dossiers augmentant les délais de traitement des demandes et risques de pertes de documents, une attribution de tâches et de responsabilités en silo pour chacune des entités du CIC impliquée dans le processus rendant les communications difficiles et des lignes directrices universellement appliquées par des agents « anonymes », sans considération face à la situation particulière de la femme.

Dans son étude auprès de femmes réfugiées congolaises séparées de leurs enfants, Arsenault (2003) affirme que les principales raisons identifiées par les femmes pour expliquer la lenteur du processus de réunification sont les délais administratifs et les coûts élevés exigés pour réaliser ce projet. Selon cette auteure, « La lourdeur et la complexité des procédures administratives pour l'obtention du statut comme pour la réunification familiale portent atteinte à l'intégration harmonieuse des personnes touchées » (Arsenault, 2003 : 128) et « Les procédures administratives canadiennes et les coûts exigés sont aussi partiellement responsables des difficultés que pose le projet de faire venir les enfants adoptés qui faisaient partie de certaines familles congolaises avant l'exil » (Arsenault, 2003 : 129). D'autres chercheurs ont également identifié plusieurs lacunes dans les procédures et réglementations gouvernementales en ce qui a trait à la séparation et la réunification familiale (Berhhard, Landolt et Goldring, 2005; Rousseau *et al.*, 1997). Ainsi, les délais de réunification pour l'application aux visas varient grandement selon la location du bureau de visa à partir duquel se fait l'application (CIC, 2006b). À cet effet, le CCR (2004) dénonce l'insuffisance d'effectifs dans les bureaux de visas pour traiter les demandes. Toujours selon le CCR (2004), les difficultés de communications posent particulièrement problème dans les démarches de réunification familiales. Ainsi, il est très difficile de communiquer avec le CIC pour aborder les obstacles et délais de réunification. Le seul moyen de communication demeure la vérification de l'état de dossier en ligne ou au télé centre du CIC, qui fournissent des renseignements « plutôt limités » et parfois même erronés. Voici comment les femmes que nous avons rencontrées nous ont raconté leur expérience de tous ces obstacles.

4.1.1 Délais et lenteur des démarches

Un des problèmes rencontrés est la longueur des délais avant même que ne commencent les procédures de réunifications familiales. En effet, dans le cas précis des réfugiées, celles-ci doivent tout d'abord attendre d'obtenir leur statut de réfugiée, puis leur résidence permanente, pour ensuite pouvoir procéder à la réunification familiale, comme nous l'avons dit plus haut.

En lien avec une bureaucratie perçue comme inadéquate et trop complexe, les femmes que nous avons interrogées sont nombreuses à avoir mentionné les longueurs associées aux nombreux points d'arrêts que doivent emprunter leur dossier avant de finalement se rendre au bureau des visas desservant leur pays. Ces nombreuses haltes sont autant de facteurs entraînant des délais et contribuant à augmenter les risques de pertes de documents. Le traitement des dossiers semble fragmenté et les bureaux d'immigration ne coordonnent pas bien le traitement des dossiers. Ainsi, comme le relate une informatrice clef, une personne s'occupe de la résidence permanente, une autre du dossier au bureau des visas et chacun doit attendre la réponse de l'autre pour faire avancer le dossier.

Par ailleurs, une fois que le processus de réunification familiale proprement dit est enclenché, les longs délais semblent se situer au niveau des bureaux des visas, particulièrement lorsqu'ils sont situés en Afrique. « *Donc il faut insister sur le bureau des visas, c'est là le problème* » conclut une femme immigrante vivant à Hamilton.

Dans certain cas, il arrive que les lenteurs des démarches rendent impossible la réunification. C'est le cas notamment des enfants âgées de plus de 22 ans, mais qui avait moins de 22 ans lors de l'envoi de la demande initiale de réunification familiale. Une mère s'étant installée à Hamilton nous explique :

Si l'enfant a été déclaré bien avant, avant ses 22 ans, et que dans la lenteur de votre processus l'enfant atteint l'âge ou il ne peut pas entrer, mais comment faire entrer cet enfant? Parce que vous êtes parent, il reste votre enfant. Vous ne pouvez pas être ici parent et votre enfant ailleurs. Vous l'avez déclaré quand il avait l'âge d'entrer.
(Hamilton, 1 : f)

4.1.2 Perte des documents

Plusieurs femmes dénoncent la perte des documents, qui disparaissent après avoir été postés. Dans

plusieurs cas, la responsabilité de la perte est attribuée à la mère, alors que l'erreur a eu lieu lors du traitement du dossier par les bureaux d'immigration. Ces pertes peuvent être catastrophiques pour les femmes qui attendent d'être réunies avec leurs enfants. C'est le cas d'une mère rencontrée à Ottawa dont le dossier a été égaré par les bureaux d'immigration et pour qui les procédures de réunification ont été suspendues sans qu'elle n'en soit avisée : « *La perte des documents et la non-reconnaissance de la responsabilité. Non seulement ils perdent des documents, mais ils ne le reconnaissent pas* ». (Ottawa, 2 : i)

Elle poursuit :

Oui, c'est arrivé par exemple qu'on a perdu le certificat de police de mon mari. L'immigration l'a perdu et puis le certificat de police, ça prend énormément de temps. Surtout quelqu'un qui a vécu à l'étranger, à l'âge adulte. Ça nous a pris deux ans pour chercher ces documents. Et aujourd'hui, nous retournons au départ. L'immigration nous dit que tant qu'on n'a pas retrouvé les documents, le dossier est arrêté. Donc ça va prendre encore deux ans? Est-ce que mon mari va accepter encore de refaire les démarches qu'il avait faites? Il est complètement découragé. Et l'immigration risque de dire encore qu'ils ont perdu les documents. (Ottawa, 2 : i)

4.1.3 Problèmes de communication

La lourde bureaucratie est également associée à des difficultés de communication entre les femmes et les agents du CIC. Il appert qu'il existe peu de moyens pour les femmes d'avoir accès à leur dossier et d'assurer un suivi de leurs démarches de réunification familiale. Elles sont nombreuses à nous avoir confié qu'après avoir rempli les formulaires, une lettre leur a été envoyée leur demandant de ne pas communiquer avec un agent d'immigration durant un délai allant de plusieurs mois jusqu'à une année. Lorsqu'elles tentent d'entrer en communication, il leur est souvent impossible de parler avec un agent : « *Tu appelles l'agent, tu ne parles même pas. (...) Tu parles avec la machine* », explique une femme vivant à Hamilton dont les propos reprennent l'essentiel des témoignages entendus. Bien souvent, le seul moyen de communication demeure la vérification de l'état de dossier en ligne ou au télé centre du CIC, qui, pourtant difficiles d'accès pour les femmes, fournissent des renseignements « *plutôt limités* » et parfois même erronés.

Les difficultés de communication avec les bureaux d'immigration entraînent inévitablement un manque de traçabilité quant à l'évolution du traitement des dossiers de réunification familiale. Bien

que de tels renseignements soient accessibles aux agents d'immigration (certaines nous ont confiées qu'elles ont réussi, à force de visites insistantes au bureau d'immigration, à clarifier certains éléments de leurs dossiers qu'on refusait de leur transmettre par téléphone), il est très difficile pour les femmes et les intervenants communautaires de connaître l'état d'avancement de leur dossier et cela contribue à nourrir le désespoir qui habite les mères durant la séparation.

À cet effet, un agent d'établissement œuvrant à Ottawa témoigne de son expérience :

Après l'avoir reçue, cette lettre-là, ça peut passer six mois. Il n'y a pas même un écho. Il n'y a pas de nouvelles. Et la madame peut oser téléphoner pour connaître l'évolution de son dossier, on lui dit seulement « votre dossier est en étude madame », c'est tout. (...) Quand on lui dit comme ça, elle rentre à la maison. Ce jour-là, elle ne va pas téléphoner et ce jour-là, elle ne va pas dormir très très bien. Et les enfants qui se trouvent là-bas au camp, sont en train de souffrir. (...) Après une semaine, après un mois, elle va téléphoner encore pour lui dire « je voudrais connaître l'évolution de mon dossier », c'est la même réponse qu'on va lui donner : « votre dossier est en étude madame ». Mais là, on se pose la question. « Votre dossier est en étude », qu'est-ce que ça signifie? (Ottawa, 4 : i)

Les communications, difficiles pour les mères, ne sont pourtant pas facilitées lorsqu'un intervenant s'interpose dans le processus. En effet, plusieurs informateurs nous ont fait part de leurs propres difficultés à communiquer avec les agents d'immigration. Un agent d'immigration expérimenté nous raconte que lorsqu'il essaie de s'interposer afin de clarifier des communications difficiles entre l'immigration et la femme réfugiée, on lui répond à tout coup qu'il est impossible de donner des clarifications concernant l'évolution du dossier. La réponse est chaque fois la même : « le dossier est en étude ».

4.1.4 Mauvaises informations ou manque de clarté

Outre les difficultés d'entrer en communication avec des personnes pouvant informer une mère de l'évolution du traitement de son dossier, les femmes dénoncent le manque de clarté des informations reçues. La majorité des femmes se retrouvent difficilement dans le processus fort complexe de la réunification familiale et ce, même si l'information est soi-disant accessible. Souvent, trop d'information est donnée au tout début du processus et, comme les délais s'étirent, les femmes ne se souviennent plus des détails liés à chacune des étapes. Plusieurs femmes relatent également les

difficultés qu'elles éprouvent à comprendre l'information complexe qui est envoyée par Immigration Canada. Il appert donc qu'il y a un manque flagrant de sources d'informations qui soient fiables.

Leur correspondance, c'est difficile à comprendre ce qui est demandé. On a besoin d'avoir recours au service d'immigration catholique pour leur demander ce que signifie telle phrase. Je ne sais pas si c'est leur français, c'est peut-être les ordinateurs. Ils utilisent un français difficile à comprendre, des phrases longues, et compliquées, difficile à lire. Au lieu de phrases courtes. Oui, ça c'est vraiment un grand problème! Des fois, ça peut même t'énerver, c'est angoissant. (Ottawa, 2 : i)

Par ailleurs, il existe par ailleurs un manque d'accessibilité à l'information quant aux recours possibles pour faire avancer les démarches. Des femmes rencontrées à Toronto expliquent que les conseils donnés par des amis ou connaissances sont souvent divergents et ne sont pas toujours fiables, ce qui nuit grandement à la résolution rapide de la séparation.

4.1.5 Des agents apparemment insensibles à la détresse des mères

Les femmes rencontrées sont nombreuses à reprocher le manque de compassion des agents d'immigration à l'égard de leur situation personnelle et familiale. Elles se sentent alors incomprises, ignorées dans leur souffrance et victimes de jugements sans fondements. C'est ainsi que, malgré la gravité des circonstances difficiles dans lesquelles sont laissés les enfants et conjoints au pays, les femmes perçoivent une absence d'empathie et une insensibilité par rapport à leur situation. « *Ils croient que les gens ont quitté leur pays, c'est pour simple plaisir* » (Ottawa, 4 : i) explique une informatrice.

L'anonymat des agents d'immigration serait également un facteur contribuant à la déshumanisation des procédures de réunification familiales. « *Ils ne veulent pas nous donner leur nom* » soutient une répondante rencontrée à Hamilton. Cette pratique nuirait à l'offre d'un bon service puisqu'en demeurant dans l'anonymat, les agents d'immigration peuvent exercer leur travail sans craindre qu'il soit critiqué ou remis en question advenant un manquement ou une négligence.

4.2 Frais et coûts des démarches

Les femmes que nous avons rencontrées dans le cadre de cette étude évoquent les difficultés financières comme un obstacle majeur à la réunification rapide de leurs enfants au Canada. Ainsi, un

obstacle faisant l'unanimité auprès des femmes rencontrées est associé aux dépenses exigées pour l'envoi des documents et le maintien de la communication avec les bureaux de visas, les ambassades et les membres de la famille demeurés au pays. Outre les dépenses encourues par les processus de réunification lui-même (frais de traitement du dossier, d'obtention des certificats médicaux et de sécurité, voyages aux bureaux de visa ou aux endroits désignés par CIC9) et par la séparation (communications outre-mer), les femmes sont appelées à amasser des sommes d'argent considérables pour l'obtention des documents demandés (parfois inexistant parce que détruits pendant la guerre ou perdus durant la fuite) ou l'authentification des documents non valides aux yeux du Ministère, l'envoi postal des documents, les analyses médicales (à renouveler annuellement si le dossier n'est pas traité à temps), la garde des enfants demeurés au pays et les frais de voyage pour faire venir les membres de la famille une fois le visa délivré. Toutes ces dépenses s'ajoutent aux dépenses quotidiennes de subsistance et aux frais liés à l'installation dans un nouveau pays. Les propos de cette femme rencontrée à Ottawa rendent compte des obstacles financiers :

La correspondance entre le Canada et l'Afrique, c'est très difficile. Pour envoyer un document important, au Congo, il faut envoyer par DHL. 100 \$. Le document quitte le pays pour aller à Abidjan : 100 \$. Pour les deux enfants, c'est 200 \$, parce que c'est chacun son enveloppe. Les démarches pour les examens médicaux, les passeports. Les ceci. On dépense énormément d'argent. Donc des problèmes partout. (Ottawa, 2 : f)

Selon Kofman (2004), les réfugiés, beaucoup plus que les immigrants des autres catégories, sont particulièrement touchés par les difficultés associées à l'impossibilité ou les délais de réunification familiale. Des conditions structurelles, en associations avec les obstacles liés aux politiques d'immigration, nuisent à la réunification familiale des immigrants. Ainsi, elle mentionne les difficultés d'insertion économique et le manque de logements sociaux comme des facteurs nuisant à la réunification des familles immigrantes. Puisque plusieurs vivent dans des conditions précaires, il peut être difficile de remplir les exigences du parrainage d'un membre de la famille ou d'assumer les coûts d'une réunification familiale. Par ailleurs, on sait que les femmes immigrantes sont particulièrement touchées par une faible insertion économique et que cela a des effets directs sur le taux élevé de chômage et la pauvreté grandissante chez ces dernières (Pierre, 2005). Une dynamique particulière

⁹ À titre d'exemple, il existe actuellement 3 cabinets médicaux habilités par CIC pour les dossiers médicaux en RDC – tous 3 à Kinshasa, et 3 en Côte d'Ivoire, - tous trois aussi à Abidjan)

s'installe dans laquelle le sexisme et le racisme se combinent pour laisser place à une discrimination systémique touchant particulièrement les femmes immigrantes (ICREF, 2002). Pour Kofman (2004), cette précarité touchant particulièrement les femmes, est un obstacle structurel majeur à la réunification familiale. À cet effet, les propos d'une informatrice sont éloquents :

Quand elles viennent d'arriver, elles n'ont pas de travail, elles ne peuvent pas non plus répondre aux besoins des enfants qui sont restés là-bas. Ça c'est un stress de plus. Donc elles se sentent impuissantes. Elles peuvent parler aux enfants au téléphone et les enfants leur disent qu'ils n'ont pas mangé. Imaginez. Et avec les conditions d'insécurité là-bas. Imaginez ce qu'elles peuvent faire : donc c'est juste pleurer... (Ottawa, 3 : i)

Par ailleurs, les difficultés rencontrées lors du processus de réunification familiale affectent insidieusement l'insertion socio-économique des femmes immigrantes au Canada. La précarité rend difficile la réunification et la séparation encourue par une réunification qui tarde à se concrétiser enfonce à nouveau certaines femmes dans la pauvreté :

Parce que vous ne savez pas ce qui se passe dans la tête d'un être humain, dans l'âme, quand une personne est séparée et que l'attente est longue. Elle peut être, comment dire, déprimée. Elle peut ne pas être intégrée économiquement. Parce que quand tu es une personne déprimée, tu ne peux pas travailler, tu ne peux pas avoir des ambitions pour chercher du travail, et avancer. Alors, il faut quand même qu'ils en tiennent compte. Parce qu'au Canada, quand nous sommes arrivés, ils nous donnent les papiers facilement. Quand nous sommes sur place, vraiment il n'y a pas de problèmes. Alors, les gens de notre famille qui se trouvent de l'autre côté. Pourquoi ils doivent mettre autant de pression. Parce que mon mari il me disait il y a deux jours « Toi, tu as eu la citoyenneté canadienne, pourquoi ça n'est pas plus rapide »? (Toronto, 1 : f)

4.3 La reconnaissance des enfants

À ces difficultés, s'ajoute le problème lié à la définition de la famille (Rousseau *et al.*, 1997), composée légalement du conjoint et des enfants de moins de 19 ans. Selon Kofman (2004), la définition occidentale de la famille pose problème puisque les réseaux de support des réfugiés se trouvent bien souvent en dehors des liens établis dans la famille nucléaire et sont exclus des procédures de réunification familiale. C'est effectivement à cette conclusion que nous arrivons suite à l'analyse des entretiens réalisés auprès des femmes à Ottawa, Hamilton et Toronto. Ainsi, la définition étroite de

la famille dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* a comme effet d'empêcher certaines mères d'être réunies avec des enfants qu'elles considèrent les leurs, mais qui n'ont pas de lien sanguin direct avec elles (dans les cas d'adoption, par exemple) ou encore d'être réunies avec leurs propres enfants âgés de plus de 22 ans. Les critères stricts du programme de réunification familiale et la dominance de la définition biologique des liens de parenté ne permettent donc pas une réunification de ces personnes au Canada. Les femmes doivent alors se tourner vers le parrainage, beaucoup plus coûteux, pour être réunies avec leurs enfants. Une mère vivant à Hamilton témoigne de son désarroi face à l'impossibilité de réunir un enfant âgé de plus de 22 ans, et ce, malgré le fait que la demande de réunification ait eu lieu avant que l'enfant n'ait atteint l'âge limite :

Si l'enfant a été déclaré bien avant, avant ses 22 ans, et que dans la lenteur due votre processus l'enfant atteint l'âge ou il ne peut pas entrer, mais comment faire entrer cet enfant? Parce que vous êtes parent, il reste votre enfant. Vous ne pouvez pas être ici parent et votre enfant ailleurs. Vous l'avez déclaré quand il avait l'âge d'entrer.
(Ottawa, 1 : f)

Qui plus est, même si les enfants font partie de la catégorie de la famille telle que prescrite par la Loi, afin de procéder à la réunification familiale, CIC doit s'assurer de la validité du lien familial entre les personnes à réunir. Pour plusieurs femmes rencontrées, il est aberrant de devoir prouver leur lien avec leurs enfants. Elles ressentent un profond sentiment d'injustice lorsqu'on remet en question leur maternité et, pour les raisons que nous avons mentionnées précédemment, il peut s'avérer difficile pour les mères d'amasser et d'envoyer les documents demandés pour authentifier l'identité de leur enfant.

5. Sources et formes de support mobilisées par les femmes

Face aux nombreux obstacles rencontrés, les femmes immigrantes en processus de réunification développent des stratégies variées. Dans un premier temps, les femmes expliquent recevoir une aide instrumentale directement liée au processus de réunification familiale. Cette aide a alors comme objectif de l'accompagner dans les procédures de réunification familiale telles que déterminées par la Politique d'immigration canadienne. Dans un second temps, face aux nombreux obstacles rencontrés et aux conséquences de la séparation d'avec leurs enfants, les femmes ont recourt à différentes sources de

soutien émotionnel, social et psychologique. Évidemment, il arrive que les deux formes de soutien se combinent, mais, dans un esprit de concision, nous les présenterons séparément.

5.1 Aide instrumentale

D'après les données recueillies dans cette étude, il n'existe aucun programme spécifique d'aide aux parents séparés de leurs enfants, ni encore moins de programme spécifique aux femmes francophones, pourtant touchées par de longues séparations familiales, comme en témoignent les statistiques du CIC et les propos recueillies dans le cadre de cette étude. Malgré ce manque de ressources officielles, la plupart des femmes rencontrées ont eu recours à différentes personnes ou organismes pour les aider à comprendre et effectuer les démarches nécessaires au processus de réunification familiale. Les organismes communautaires offrant des services aux immigrants semblent ainsi offrir un soutien instrumental aux femmes qui expérimentent le processus de réunification familiale. Des conseillers et intervenants y œuvrant aident les femmes à remplir les documents demandés par CIC. Lorsqu'on sait que la moindre erreur dans le remplissage des formulaires peut faire retarder les démarches de plusieurs mois, cette aide s'avère essentielle pour plusieurs femmes.

Il appert que les agents des bureaux de députés sont impliqués de façon non officielle dans le processus de réunification familiale. Pour une grande majorité de femmes, l'aide de leur député fédéral a été précieuse. En effet, les femmes peuvent recourir au bureau de leur député pour avoir une mise à jour de leur dossier et faciliter les communications avec les agents d'immigration. Elles sont donc nombreuses à avoir demandé le concours de leur député afin de faire débloquent un dossier qui n'avancait pas, ou encore afin de faciliter la recherche de documents perdus dans les méandres de CIC. Les informateurs-clefs rencontrés confirment également l'utilité des députés pour favoriser une réunification rapide des familles. Un avocat œuvrant dans une clinique juridique d'Ottawa nous explique pourquoi, selon lui, les bureaux de députés sont autant sollicités :

Premièrement, je pense que les agents d'immigration se sentent obligés de répondre beaucoup plus vite aux politiciens qu'aux clients ou nous-mêmes, puisque nous sommes des représentants des clients. Mais les politiciens, c'est le pouvoir. De répondre au pouvoir plutôt que de répondre à la personne. Ou c'est peut-être une habitude qui s'est implantée dans le système. C'est comme ça que je me l'explique. (Ottawa, 4 : i)

Nous observons que les femmes font preuve d'un grand sens de la débrouillardise pour aller chercher les appuis nécessaires à la réduction des délais d'attente de réunification. Par exemple, un agent d'établissement nous a expliqué comment certaines mères ont recours à leur médecin de famille afin que celui-ci écrive une lettre concernant les risques de dépression associés à la séparation de la famille dans le but de faire accélérer le processus. D'autres femmes ont par ailleurs recouru aux services d'un avocat pour les aider lorsque les démarches se sont compliquées, notamment en raison de la perte de documents. Enfin, de façon moins formelle, plusieurs femmes ont recherché auprès d'amies ou de membre de leur communauté des informations susceptibles de les aider dans leurs démarches. Cependant, il est fréquent que les informations obtenues auprès de connaissances ou d'amis soient erronées et les femmes expriment l'importance de demeurer vigilante et alerte avant d'accepter de l'aide ou des conseils.

5.2 *Soutien émotionnel, social et psychologique*

Face à la difficulté de maintenir l'espoir, la plupart des femmes rencontrées estiment retrouver dans la spiritualité une forme de soutien qui leur est essentielle. Devant la détresse et l'incertitude de la situation vécue, plusieurs se tournent vers Dieu ou une autre force supérieure, notamment à travers la prière. La pratique de leur spiritualité semble également permettre aux femmes de se bâtir un réseau social duquel elles retirent encouragements, soutien et conseils et qui les aide à traverser la période d'attente de la réunification avec leurs enfants. Pour certaines femmes rencontrées, leur vie tourne autour des lieux de cultes, qu'elles fréquentent hebdomadairement et qui leur procurent une source de soutien non négligeable, notamment en brisant l'isolement qu'elles ressentent, mais aussi en y retrouvant l'appui d'une force divine : *« Le fait de me retrouver là bas chaque dimanche, ça m'encourage. On parle la langue, on chante la langue. Donc c'est un réconfort moral, c'est un grand soutien. »* (Ottawa, 2 : f) nous confie une femme rencontrée à Ottawa.

De par leurs qualités personnelles et leur présence empathique, certaines personnes offrant un soutien plutôt instrumental permettent également aux femmes de se sentir soutenues émotionnellement. C'est le cas notamment d'un médecin de famille qui, par son attitude et son ouverture, permettait à la femme de parler de ses projets et de ses enfants. Elle y retrouvait un lieu pour exprimer sa souffrance et ce, malgré les sentiments de honte et de culpabilité ressentis. Pour d'autres femmes, c'est l'avocat ou l'intervenant qui les a aidées à remplir les formulaires qui les soutiennent en leur offrant écoute et

encouragements, ce qui nourrit l'espoir chez la femme en attente de réunification. « *La relation est très amicale. Je suis là comme une personne ressource, un support. Elles sentent que je suis égale à elles et c'est facile pour elles de m'approcher sans sentir une autorité (...) je dois leur redonner de l'espoir quotidiennement* » (Ottawa, 1 : i). soutient une informatrice travaillant directement auprès des femmes. La reconnaissance de la souffrance vécue par la femme lui procure un soutien difficile à retrouver chez le personnel d'immigration officiel qu'elle côtoie à travers le processus de réunification familiale.

Pour certaines femmes qui n'expriment pas le besoin de partager leur situation, le sport et le travail offrent une autre forme de soutien en leur permettant de penser à autre chose qu'aux obstacles rencontrés. « *Moi, j'essaie d'aller au YMCA pour faire du sport, et puis j'essaie de m'accrocher aux études, beaucoup, beaucoup, pour ne pas voir le temps passer* » (Ottawa, 2 : f) raconte une femme rencontrée à Ottawa. Dans le cas du travail, l'apport est double puisque, en plus d'aider à changer les idées, le travail procure un salaire qui permet aux mères d'entretenir des relations avec leurs enfants et de défrayer les coûts des démarches de réunification familiale.

Une autre source importante de soutien est le réseau social informel des femmes, comme nous l'explique cet informateur travaillant dans un service d'accueil aux immigrants : « *La maman, qu'est-ce qu'elle va commencer à faire? Elle va commencer à contacter toutes les personnes qu'elle connaît...* ». Lorsque la confiance est au rendez-vous, elles peuvent y partager leur vécu avec leurs amies et se sentir soutenues et comprises. Cependant, certaines femmes demeurent isolées. Soit qu'elles n'osent parler de leur situation, de peur d'être jugée pour avoir abandonné leurs enfants, soit qu'elles n'ont tout simplement pas encore de réseau social étant donné leur arrivée récente dans un nouveau pays. L'isolement les met alors à risque d'expérimenter plus vivement les conséquences de la séparation. Une femme rencontrée à Ottawa nous explique comment peuvent s'installer les jugements des autres membres de la communauté face aux femmes qui sont séparées de leur famille :

(...) Et on peut te traiter de femme de plaisir, une femme qui n'est pas correcte, qui n'est pas sérieuse. Donc tu le deviens vraiment, ils remettent en doute ton estime de soi et ta confiance vis-à-vis de toi. Ce n'est pas bon pour nous. C'est un autre facteur qui peut déclencher la déprime chez une femme. Ça ne donne pas la fierté... (Ottawa, 2 : f)

Conclusion

Historiquement, l'immigration a toujours été une question politique controversée au Canada et la bureaucratie canadienne en matière d'immigration joue un rôle central dans le contrôle des admissions des immigrants (Lacroix, 2005). De plus, le discours international favorisant le contrôle des immigrants non désirables est endossé par les autorités canadiennes. À cet effet, Boyd et Pikkov (2005) remarquent une diminution de l'entrée d'immigrants appartenant aux catégories « humanitaires » et « réunifications familiales » au cours des dernières années qui s'expliquerait par des changements au niveau de la politique d'immigration canadienne.

A series of Canadian regulatory changes in the 1980s and 1990s quietly restricted immigration based on family reunification, and emphasized the intake of those who would make economic contributions. By the end of the 1990s, the majority of new immigrants to Canada consisted of “economic immigrants” and their immediate families (Boyd & Pikkov, 2005).

Depuis 1976, la réunification familiale demeure un objectif humanitaire central des lois d'immigration canadienne et québécoises. Cependant, malgré ces intentions affirmées, nombreux sont les obstacles à la réunification (Rousseau *et al.*, 1997). Le CCR (2004) dénonce la « cruauté systémique qui déshonore le Canada » en imposant différentes barrières entraînant des délais à la réunification familiale pour les réfugiés. De façon similaire, Rousseau et ses collaborateurs (2004 : 1095) parlent de « violence propre » (*clean violence*) pour décrire le traitement technocratique et administratif affectant la vie des réfugiés dans les pays occidentaux. On pourrait également comprendre l'effet des politiques d'immigration sur les personnes immigrantes séparées de leur famille comme une sorte de « violence structurelle » (Castro et Framer, 2003) prenant racine dans les politiques et procédures d'immigration à orientation principalement économiques et qui rendent les réunifications familiales longues et difficiles pour les immigrants et les réfugiés (Rousseau, Rufagari, Bagilishva & Measham, 2003).

Cette « violence propre » ou « structurelle » se décline sous trois logiques qui affectent à la façon dont le Canada organise le regroupement familial : une logique de suspicion, une logique bureaucratique et une logique de reproduction des inégalités selon un schéma propre à la mondialisation des échanges actuelle.

Une logique de suspicion

Cette logique est visible dans la façon dont les délais sont justifiés par CIC et à travers ce que nous ont dit les femmes : les dossiers sont en effet retenus ou examinés afin de vérifier si les enfants déclarés sur la demande de réunification sont bien les enfants « biologiques » du parent qui en fait la demande, les liens conjugaux sont examinés « à la loupe », les certificats de police sont demandés pour tout pays où les requérants ont passé plus de 6 mois consécutifs, etc. Cette logique de suspicion a pour effet de prolonger les délais de règlement des dossiers, de multiplier les occasions d'avoir à redemander des pièces dont la date est périmée. Les justifications données à ces procédures sont présentées régulièrement dans les documents gouvernementaux qui, sous la pression des organismes de défense des droits des immigrants et réfugiés, doivent justifier la lenteur des démarches de réunification familiale. Ainsi, cinq fiches de renseignements ont été présentées au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration le 5 décembre 2006 lors d'un exposé donné par des cadres supérieurs de Citoyenneté et Immigration Canada sur des questions liées aux réfugiés. L'une d'elle porte sur le regroupement familial et explique les exigences médicales et de sécurité imposées par la loi et le règlement par la prévalence de la tuberculose dans les pays d'origine (nécessitant une surveillance médicale accrue), l'importance du trafic d'enfants et la difficulté qu'aurait le Canada à renvoyer une personne « interdite de territoire pour des raisons de sécurité » car elle aurait accès aux mêmes recours que les autres étrangers qui cherchent à obtenir un sursis à leur renvoi ».

Il n'en reste pas moins que la suspicion généralisée provoque, chez des femmes déjà fragilisées par leur exil, leurs expériences migratoires et par leurs difficultés d'intégration, un sentiment d'inadéquation et de ne pas « faire ce qu'il faut ». Leur incapacité d'expliquer aux enfants restés au pays (ou dans des camps) les raisons pour lesquelles ils ne peuvent venir immédiatement multiplie les difficultés dans les relations familiales.

Une logique bureaucratique

Comme nous l'avons vu, la multiplicité des documents à produire, la lisibilité douteuse des communications écrites dans un langage très formel, l'impossibilité de communiquer avec des agents et les réponses standards (« votre dossier est à l'étude ») offertes aux mères qui veulent savoir où en est

le dossier ou si elles ont à fournir d'autres papiers, l'anonymat des personnes chargées du dossier constituent les obstacles majeurs que les femmes nous ont donné quant au traitement de leur dossier. Cette logique bureaucratique déshumanisée renforce la frustration et les sentiments d'impuissance de mères pour qui l'éloignement d'avec tous ou une partie de leurs enfants est vécue sous le signe des émotions et des sentiments.

Une logique de reproduction des inégalités mondiales

Si l'on examine attentivement les justifications évoquées pour justifier le maintien des lourdeurs bureaucratiques et l'examen des dossiers médicaux et de sécurité, si on examine aussi les disparités qui existent entre les continents quant aux ressources humaines consacrées aux bureaux de visa, l'on se rend compte très rapidement que les difficultés dans les démarches de regroupement familial sont particulièrement sévères dans les pays du sud, en particulier l'Afrique et certains pays plus démunis d'Amérique centrale et du sud (Guatémala, Bolivie). La plupart des demandeurs et des familles qui éprouvent des difficultés à faire venir leurs familles viennent donc de pays qui, jusque dans les années 70, ne faisaient pas partie des pays d'immigration « préférés » par le Canada. Les ressortissants de ces pays, bien qu'acceptés actuellement en tant que réfugiés ou immigrants, connaissent des difficultés structurelles d'intégration au niveau de l'emploi et sont susceptibles, depuis les années 90, de connaître de forts taux de pauvreté, et cela malgré des qualifications professionnelles reconnues par le CIC (Picot, Hou et Coulombe, 2007). Tout se passe comme si, malgré les déclarations canadiennes sur le respect des droits de la personne et les droits à l'égalité inscrits dans les lois, les pratiques actuelles entourant la réunification familiale reproduisait à la fois les anciennes discriminations raciales, ethniques et économiques des politiques d'immigration d'avant les années 70 et les inégalités que l'on constate chaque jour entre les pays industrialisés et les pays dits du Tiers Monde.

Cinq recommandations

Concernant le processus de regroupement familial en général

- **Que le MOFIF fasse campagne pour que les conjoints et les enfants des personnes reconnues comme réfugiées au Canada soient immédiatement amenés au Canada, afin que leur dossier soit traité à partir du Canada.** Ce type d'activités peut se faire en concertation avec le Conseil canadien des réfugiés qui mène une telle campagne depuis 2004.
- **Que le MOFIF favorise le transfert de connaissances, en français, concernant la loi et les règlements sur le regroupement familial**
 - **En organisant ou en contribuant à l'organisation d'ateliers**
 - à l'intention des femmes séparées de leurs enfants
 - à l'intention des intervenants travaillant dans les organismes qui sont le plus souvent en contact avec les femmes (centre de ressources communautaires, etc.)
 - dans les associations communautaires qui rassemblent les ressortissants de tel ou tel pays;
 - **En élaborant une fiche de renseignements claire**, facile à lire et traduite en plusieurs langues (français, swahili, langues africaines, arabe, etc.) décrivant le processus et les « pièges » dans les demandes de regroupement familial;
 - **En favorisant la formation de groupe de soutien** dans les organismes sociaux pour les mères séparées.
- **Afin que la procédure actuelle soit allégée et accélérée que le MOFIF conduise des actions auprès des autorités compétentes pour**
 - **diminuer le nombre de documents demandés**, en particulier en ce qui concerne les certificats de sécurité;
 - **faire reconnaître l'âge de l'enfant** au moment où la demande de regroupement est faite et non au moment où le visa est délivré;

- **faire connaître les soutiens financiers** qui existent pour alléger les charges immédiates exigées par la démarche;
- **multiplier les bureaux de visas ou les décentraliser** afin que ceux-ci puissent traiter les dossiers dans des délais raisonnables.
- **Afin de lutter contre l'anonymat et l'arbitraire dans le traitement des dossiers, que le MOFIF se fasse l'avocat**
 - de la création de postes d'agents de liaison de référence dans les centres de Citoyenneté et immigration afin que ces agents puissent obtenir rapidement des renseignements sur l'état des dossiers en traitement et les transmettre aux mères;
 - de la création d'un Ombudsman de l'immigration, chargé de recevoir les plaintes des personnes dont le dossier de regroupement familial est retardé sans raison apparente après 6 mois d'attente.
- **Que le MOFIF élabore un plan d'action afin de présenter systématiquement ces revendications auprès des organismes et autorités compétents dans les prochains 12 mois.**

Bibliographie

ARSENAULT, Stéphanie (2003). « La séparation et réunification familiales de dix femmes réfugiées congolaises », *Service social*, 50, pp.122-144.

BASSOLÉ, Angèle, HAMBOYAN, Hoori, KÉRISIT, Michèle, PLANTE, Nathalie et YOUNG, Marta (2004). *L'impact du conflit sur l'intégration des femmes immigrantes et des réfugiées francophones en Ontario*, Rapport de recherche MOFIF, pour Citoyenneté et immigration Canada.

BERNHARD, Patricia, Judith LANDOLT & Luis GOLRING (2005). Transnational, Multi-Local Motherhood: Experiences of Separation and Reunification among Latin American Families in Canada. CERIS Working Paper No. 40, Toronto: CERIS.

BOYD, Monica and Deanne PIKKOV (2005). *Gendering Migration, Livelihood and Entitlements: Migrant Women in Canada and the United States*, Occasional paper 6, United Nations Research Institute for Social Development, Geneva.

CASTRO, Arachu et Paul FRAMER (2003). « Violence structurelle, mondialisation et tuberculose résistante », *Anthropologie et Sociétés*, 27,2, pp.23-40.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA (2006 a). *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés Francophones en situation minoritaire*. Ottawa: [En ligne] <http://www.cic.gc.ca/english/resources/publications/settlement/plan-minorities.asp>.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA (2006b). « Renseignements statistiques : Demandes traitées dans les bureaux canadiens des visas. Personnes à charge des réfugiés Octobre 2005 à septembre 2006 », [En ligne] <http://ci.gc.ca/francais/ministere/delais-int/12-ref-charge.html>

CONSEIL CANADIEN POUR LE RÉFUGIÉS (2004). *Plus qu'un cauchemar : Les retards dans la réunification des familles de réfugiés*. [En ligne]. <http://www.web.ca/ccr/cauchemar.pdf>

CONSEIL CANADIEN POUR LE RÉFUGIÉS (2008). *Séparés à jamais : les membres de la famille exclus*. [En ligne] <http://www.ccrweb.ca/reunificationfr.html>

CÔTÉ, Andrée, KÉRISIT, Michèle et CÔTÉ, Marie-Louise (2001). Qui prend pays ... l'impact du parrainage conjugal sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes / Sponsorship...for Better or for Worse. The Impact of Sponsorship on the Equality Rights of Immigrant Women. Ottawa, Rapport de recherche, Condition féminine Canada.

DANIEL, Dominique (2005). "The debate on family reunification and Canada's Immigration Act of 1976", *American Review of Canadian Studies*, hiver, 683-703.

DESCARRIES, Francine et Christine CORBEIL (dir.) (2002). *Espaces et temps de la maternité*. Montréal, Éditions du remue-ménage.

FALICOV, Celia Jaes (2003). "Culture and family Therapy. New Variations on a Fundamental Theme", dans Sexton, G.R, Weeks, M.S et Robins, M.S (dir.) *Handbook of Family Therapy. The Science and Practice of Working with Families and Couples*. New Yorkm Brunner-Routledge, pp. 37-55.

ICREF (Institut canadien de recherches sur les femmes) (2003). *Les femmes immigrantes et réfugiées*. [En ligne] http://www.criaw-icref.ca/factSheets/Immigrant_fact_sheet_f.htm

- KOFMAN, Eleonore (2004). "Gendered Global Migrations. Diversity and Stratification", *International Feminist Journal of Politics*, 6, 1, pp. 643-665.
- MACKSOUD, Mona et Lawrence ABER (1996). "The War Experiences and Psychosocial Development in Children in Lebanon", *Child Development*, Vol. 67 (1), pp. 70-88.
- MOREAU, Sylvie, Cécile ROUSSEAU, Abdelwahed MEKKI-BERRADA TCMR & ÉRASME (1999). Politiques d'immigration et santé mentale des réfugiés: profil et impact des séparations familiales, *Nouvelles Pratiques Sociales*, 11(2) – 12(1), pp.177-196.
- OAF, Office des Affaires Francophones de l'Ontario (2005). *Les minorités raciales Francophones en Ontario*. Toronto, Profil statistique.
- PEKIN, Huseyn (1989). "Effects of Migration on Family Structure", *International Migration*, 27, 2, pp. 281-293.
- PIERRE, Myrlande (2005). « Les facteurs d'exclusion faisant obstacle à l'intégration socioéconomique de certains groupes de femmes immigrées au Québec », *Nouvelles Pratiques Sociales*, 17, 2, pp. 75-94.
- ROUSSEAU, Cécile, Jocelyne BERTOT, Abdelwahed MEKKI-BERRADA, Toby MEASHAM & Aline DRAPEAU (2001). *Étude longitudinale du processus de réunification familiale chez les réfugiés*. Montréal: Conseil québécois de la recherche sociale.
- ROUSSEAU, Cécile, Marie-Claire RUFAGARI, Déogratias BAGILISHYA et Toby MEASHAM (2004). "Remaking Family Life: Strategies for Re-Establishing Continuity among Congolese Refugees during the Family Reunification Process", *Social Science and Medicine*, 59, pp. 1095-1108.
- ROUSSEAU, Cécile, Sylvie MOREAU, Aline DRAPEAU et C MAROTTE (1997). *Politique d'immigration et santé mentale: impact des séparations familiales prolongées sur la santé mentale des réfugiés*. Rapport présenté au Conseil Québécois de la Recherche Sociale.
- SUAREZ-OROZCO, Carola, Irina TODOROVA and Josephine LOUIE (2002). "Making up for Lost Time: The Experience of Separation and Reunification Among Immigrant Families." *Family Processes*, 41, 4, pp. 625-643.
- TAHON, Marie-Blanche (2003). « La présomption de maternité », dans Tahon, Marie-Blanche (dir.), *Famille et rapports de sexe*, Montréal, Éditions du remue-ménage, pp13-36.
- VATZ LAAROUSSI (2001). *Le familial au cœur de l'immigration : les stratégies de citoyenneté des familles immigrantes au Québec et en France*, Paris : L'Harmattan.